

## Introduction au thème

### Démocratie : le pouvoir des mots

**D**ÉPUIS six ou sept ans, le désir démocratique, qui s'était exprimé jusqu'ici dans la clandestinité, est devenu, partout en Afrique, une exigence explicite et pressante (1). Ce n'est pas seulement la revendication du multipartisme et de la compétition politique, ni le simple souhait de s'affranchir des régimes autoritaires et prédateurs ; c'est d'abord la volonté clairement affirmée des populations de davantage prendre part à la gestion des affaires de leurs pays ; c'est aussi la demande sans équivoque d'exercer, sans restriction d'aucune sorte, un droit fondamental des gens, le droit de savoir, de faire, de dire.

L'élan démocratique ainsi créé a profondément modifié les attitudes et les comportements politiques des citoyens autant que leurs modes d'expression. Comment, dans quelles langues, avec quels mots cette revendication de la démocratie s'exprime-t-elle ? Quelles stratégies langagières et discursives les Africains déploient-ils en vue de conquérir la démocratie ou d'inventer de nouvelles formes de démocratie ? Il nous a semblé intéressant d'analyser les changements sociopolitiques en train de s'opérer sur le continent à travers le langage qui les véhicule et qui en constitue, sans aucun doute, l'une des meilleures clefs de lecture (2).

Les études réunies ici tentent de saisir la diversité des langages de la protestation politique autant que la variété de leurs pôles d'émission (opposants, Églises, syndicats, étudiants, chômeurs, etc.), de leurs modes d'action (grèves, émeutes, boycottage, etc.), de leurs supports d'émission (oralité ou scripturalité), de leurs vecteurs privilégiés (slogans, chansons, cantiques, proverbes, poèmes, jeu théâtral, etc.). Sont plus particulièrement étudiés le vocabulaire de la

démocratie, l'énonciation et la pragmatique du politique, l'émergence de nouvelles formes et de nouveaux sens dans le discours politique, la résurgence aussi des pratiques, formes et sens anciens réactualisés.

Au-delà des considérations particulières sur des aires spécifiques (Cameroun, Kenya, Sénégal, Tanzanie, Togo, Zambie), les textes proposés dégagent des problématiques générales qui autorisent une réflexion sur l'ensemble des situations du continent au regard du fait démocratique.

### **Dire la démocratie : en quelle(s) langue(s) ?**

---

Une chose apparaît nette dans toute la variété des situations analysées ici : ce n'est pas seulement dans la langue officielle que s'exprime la revendication démocratique mais dans toutes les langues présentes sur le territoire national. Dans ces situations de communication largement diglossique, l'usage des langues est fonctionnellement réparti, dans une distribution (complémentaire ?) distinguant nettement le niveau de l'expression publique de celui de l'expression privée.

La langue de l'expression politique « en public » c'est incontestablement la langue officielle, qui est, dans la majorité des États africains, la langue européenne héritée de la colonisation. Même pour communiquer avec la population, peu d'hommes politiques, au gouvernement comme dans l'opposition, font usage des langues locales. On comprend, dans ces conditions, que le message qui parvient jusqu'au peuple, lequel ignore le plus souvent la langue de l'État, ne peut qu'être le résultat de plusieurs altérations.

Cette situation est d'abord explicable par le fait que les langues locales ne bénéficient d'aucun statut reconnu qui leur confère la légitimité dans l'expression officielle et le prestige nécessaire pour se développer en tant qu'outils de communication nationale. Que ce statut existe et qu'un travail d'aménagement terminologique soit engagé, et les langues africaines, comme n'importe quelles autres langues, manifestent leurs pleines capacités à véhiculer n'importe quel concept nouveau soit par la créativité à partir de leurs ressources morphologiques propres soit par le recours tout à fait légi-

(1) La revue *Politique africaine* a consacré, depuis 1990, plusieurs numéros au thème de la démocratisation ; voir notamment le numéro 43 et la plupart des numéros « pays » : 45, 47, 52, 55, 59, 62.

(2) Sur le rapport du langage à la politique, voir O. Reboul, *Langage et idéologie*, Paris, PUF, 1980 ; F. Bon, *Langage et politique*, dans M. Grawitz et J. Leca, *Traité de*

*science politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 537-573 ; G. Deboeck, *Langues et démocratie en Afrique noire*, Bruxelles, Éditions Dialogue des Peuples, 1984, ainsi que le récent ouvrage publié sous la direction d'A.-M. d'Ans, *Langage et politique. Les mots de la démocratie dans les pays du Sud de l'espace francophone*, Paris, CIRELFA-ACCT, 1995.

time à l'emprunt aux langues de diffusion mondiales ou aux autres langues locales. C'est bien ce qu'illustrent, en kiswahili de Tanzanie (article d'Ariel Crozon), la vitalité du vocabulaire politique (*maneno wa siasa*) et, en ewondo du Cameroun (article de Louis-Martin Onguene Essono), la richesse de la chanson politique (*bikut-si*).

Il demeure que l'usage d'une langue non pratiquée et non comprise par la majorité des gens crée inévitablement la non-transparence et la non-communicabilité, pas toujours involontaires, des messages distillés de haut en bas. On se trouve alors en présence des formes les plus perverses de la langue de bois qu'illustrent bien les articles de Moussa Daff pour le Sénégal et de Comi Toulabor pour le Togo. Le niveau discursif devient, lui aussi, opaque quand il s'ingénie à emprunter aux codes du sacré et de la roublardise (article de Jérôme Lafargue). La question est alors de savoir comment établir une communication véritablement efficace entre gouvernants (ou futurs gouvernants) et gouvernés dans une langue que ces derniers pratiquent peu ou mal. Comment, dans ces conditions, engager un vrai projet national qui s'exprime en termes de développement économique et de justice sociale, qui soit largement mobilisateur ?

Si, comme on vient de le voir, le message démocratique peut légitimement trouver sa pleine expression dans n'importe quelle langue, y compris celle du peuple, il importe de savoir par quels moyens lexicaux cette même langue populaire traduit le concept de démocratie et tous ceux qui lui sont associés.

### **Démocratie : les mots pour la dire**

Les soubresauts de la vie sociale, en particulier les grands événements politiques, sont toujours une source féconde de revitalisation de l'activité langagière. Le lexique de la politique est, à cet égard, particulièrement instructif, car il est le premier élément qui frappe l'observateur intéressé à l'analyse du discours politique (3). L'étude du vocabulaire en usage dans la plupart des pays africains, que ce soit en français, en anglais, ou en langues locales, révèle une extraordinaire dynamique dont les principales tendances sem-

(3) Sur l'analyse du discours lire notamment D. Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1976 et la revue *Langages*, 117, 1995, « Les analyses de discours en France ». L'analyse du discours politique, dans sa dimension lexicologique, fait l'objet de recherches spécialisées au laboratoire de lexicologie politique de l'École normale supérieure de Saint-Cloud

qui s'intéresse plus particulièrement à la lexicométrie, c'est-à-dire la mesure du vocabulaire par des méthodes quantitatives ou contextuelles. Voir M. Tournier, « Les vocabulaires politiques à l'étude, aujourd'hui (1962-1982) », *Raison présente*, 62, 1982 ; *id.* « Analyse de discours, lexicométrie, communication et politique », *Langages*, 117, 1995.

blent nettes : des signes (signifiants et signifiés, formes et sens) disparaissent tandis que d'autres apparaissent ou réapparaissent. La démocratie, mot et concept, devient alors un objet intéressant à appréhender au travers de ses représentations dans l'imaginaire populaire, à travers les réseaux d'associations synonymiques, antonymiques ou idéelles, à travers les multiples « réglages » de sens dont il fait l'objet.

### **Le mot « démocratie » et quelques autres**

Le terme « démocratie », qui, à quelques nuances phonétiques près, est le même mot en anglais (*democracy*), en portugais, en espagnol (*democracia*) et dans presque toutes les langues d'Europe, se retrouve dans la plupart des langues africaines sous forme d'emprunt : *demokrasi*, *demokrasia*, *demokratia*, *dimokalasi* ou d'autres variantes (4). Comi Toulabor signale un certain nombre de concepts, reliés à celui de démocratie, qui, eux, ont trouvé un équivalent en ewe du Togo : *ablodé* « liberté », *akodada* « élection », *dunyagbohobobo* « parti politique », *sewola* « député », *sewopé* « Assemblée nationale », etc. et note qu'en revanche les Togolais « ne se sont pas donné la peine de traduire dans les langues locales » les termes *démocratie*, *constitution*, *État de droit*, *liberté d'expression*, se contentant des périphrases du type *dzidudu si me duko nuto kpo muse le* « démocratie » (régime dans lequel le peuple lui-même dispose des pouvoirs). C'est que, pour eux, la démocratie a d'abord un sens concret : « C'est le départ d'Eyadéma du pouvoir. » Peu des mots du vocabulaire politique moderne trouvent, de fait, une expression directe en langues africaines ; beaucoup sont repris, tels quels ou passablement modifiés en fonction du phonétisme local, aux langues européennes.

On a pu, à cause de cela, penser et dire que les langues africaines véhiculaient mal des concepts complexes de la science et de la technique modernes. C'est là une vue partielle et partielle. Aucune langue au monde ne possède en propre tous les mots scientifiques et techniques ; ceux-ci sont généralement le résultat d'un long travail d'aménagement terminologique, par création de mots dans la langue même mais aussi par emprunt à d'autres langues anciennes ou modernes, voisines ou lointaines, et ce travail suppose une politique linguistique consciente des besoins d'une communication efficace et soucieuse de promouvoir dans la langue des citoyens l'expression la plus adéquate possible, tout en sauvegardant les possibilités d'une « intelligibilité » minimale avec les locuteurs d'autres langues. En cela le vocabulaire d'une langue est quelque chose d'extrê-

(4) Voir, outre l'article d'A. Crozon ici même, Denis C. Martin, « Demokratia ni Nini ? Fragments swahili du débat politique en Tanzanie », *Politique africaine*, 47, 1992, pp. 109-134 et plusieurs articles dans A.-M. d'Ans, *op. cit.*

mement mouvant qui peut, à tout moment, s'enrichir en fonction des réalités et des concepts nouveaux à exprimer. C'est le principe de la relativité lexicale.

Or, dans la plupart des pays d'Afrique, essentiellement du fait de traditions politiques héritées de la colonisation, l'aménagement linguistique n'a jamais fait l'objet d'aucune préoccupation sérieuse. Le cas de la Tanzanie apparaît, dès lors, comme un cas assez exceptionnel qui confirme bien ce principe de la relativité lexicale. Comme le souligne Ariel Crozon, le kiswahili, intimement associé à l'histoire du pays et à l'idée que les Tanzaniens se font d'eux-mêmes, a, en tant que langue officielle de l'État, largement contribué à la définition de l'identité nationale et à la dynamisation du lexique dans le champ du politique comme dans d'autres domaines. L'article d'Ariel Crozon montre très bien comment une langue, même d'origine modeste, peut, par un effort volontariste des dirigeants et sous la pression du besoin, parvenir à un enrichissement spectaculaire de ses moyens d'expression. Il faut, pour cela, que l'usage de la langue soit valorisé aussi bien dans la communication ordinaire que dans le système éducatif (école et alphabétisation), administratif et parlementaire. Aujourd'hui les Tanzaniens sont fiers d'utiliser, sans complexe, les mots comme *siasa* « politique », *uhuru* « liberté », *umoja* « unité », *maendeleo* « développement », *haki* « droit », *mwananchi* « citoyen », *taifa* « nation », etc.

Pendant les années les plus euphoriques de la revendication démocratique, le mot démocratie est sur toutes les lèvres ; il est dans les dénominations de la plupart des partis politiques, dans tous les journaux, sur tous les murs de la ville. Quel contenu les gens, d'appartenances diverses, de cultures différentes, de tendances politiques opposées, lui donnent-ils ? Quel degré d'appropriation le concept recèle-t-il dans l'imaginaire populaire ?

### ***L'idée de la démocratie ou ce qu'il y a derrière le mot***

A lire les textes de la presse et des discours publics émis essentiellement par les forces d'opposition, à écouter la parole de la rue, on s'aperçoit que pour la plupart des gens la démocratie, du moins au sens institutionnel, est une idée aux contours mal définis. La représentation qu'ils s'en font, ne retenant que son acception la plus positive, l'intègre à un réseau synonymique et associatif extrêmement ouvert. La démocratie c'est, *ad libitum* : le changement de régime, la liberté de parole, l'instauration du multipartisme, la libre compétition pour le pouvoir, le pluralisme syndical et associatif, la réduction de la violence physique en politique, la juste répartition des ressources nationales, le droit de réfléchir, d'approuver, de critiquer, de dénoncer et de protester, le droit d'occuper un emploi dans la fonction publique, le respect des droits de l'homme,

parfois identifiés aux droits ethniques (5), la garantie d'une justice sereine, indépendante et équitable, le droit à l'autodétermination, à l'autonomie voire à l'indépendance. En somme la démocratie c'est une deuxième indépendance, une « décolonisation de l'intérieur ».

La démocratie s'oppose très clairement à l'autoritarisme, à la dictature, au règne du parti unique, à la personnalisation du pouvoir, à la violence en politique qu'elle soit physique (brutalité, répression, incarcération) ou symbolique (intoxication, désinformation, censure), à l'injustice sous toutes ses formes, au clientélisme, à la prédation et au pillage de l'État (« voyoucratie »), à la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul (monocratie) ou de quelques-uns (oligocratie), à l'étatisme et à la centralisation administrative excessive (bureaucratie) et au gouvernement du pays par la force (« dolécratie »), à la « colonisation de l'intérieur ». La démocratie est conçue comme un processus de libération et de libéralisation, de restauration de l'État et de rétablissement de la justice sociale dans une forme concertée de progression vers l'État de droit. C'est un processus de « changement radical » qui exige, comme une condition *sine qua non*, le départ des chefs d'État en place à qui on reproche généralement incompetence, parfois analphabétisme, souvent manque d'imagination, toujours autoritarisme et clientélisme à base ethnique.

Pour les détenteurs du pouvoir et leurs partisans, le raisonnement est tout à l'opposé. La démocratie telle qu'elle est réclamée par la multitude c'est, à leurs yeux, tout ce qu'il y a de plus négatif et de plus condamnable : le désordre et l'anarchie, la déstabilisation de l'autorité de l'État et la désorganisation des services publics, l'insécurité généralisée (banditisme, pillages, etc.), le tribalisme et le régionalisme, le libertinage et le laisser-aller, la division, donc la menace contre l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

La démocratie s'oppose alors, à la conscience et à l'unité nationales, à l'ordre établi et à la sécurité de l'État, au principe de direction, à la stabilité des institutions, à la paix et à la tranquillité des gens. Pour les tenants de cette attitude il n'existe qu'une seule forme légitime et acceptable de démocratie : celle qui existe déjà et qui se nomme « centralisme démocratique ». Ils reprochent généralement à l'opposition son excès d'intellectualisme, son idéalisme (pis, son irréalisme), son manque d'expérience, son irresponsabilité, sa démagogie.

Dans ces moments d'effervescence sociale, le langage s'avère d'une extraordinaire vitalité ; et le mouvement de renouvellement

(5) Par exemple la constitution camerounaise du 18 janvier 1996 consacre les termes d'« autochtones », « allogènes », « minorités » et par là même l'existence d'une population d'« immigrés de l'intérieur ». Lire, à ce sujet,

L. Sindjoun, « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, 62, 1996, pp. 57-67.

du vocabulaire, qui consiste en l'abandon d'un certain nombre de mots et en leur remplacement par d'autres, est sans aucun doute le signe le plus révélateur du renouveau des idées.

### **Des mots à l'abandon**

Il s'agit d'un vocabulaire naguère valorisé et popularisé par le régime en place et désormais honni et combattu au nom même du changement.

Ainsi, en Tanzanie, bien que le changement se veuille « dans la continuité », certains mots de l'idéologie *ujamaa* proclamée par le président Julius Nyerere sont abandonnés au profit d'autres mots considérés comme plus modernes ou plus en adéquation avec la nouvelle réalité du pays. C'est le cas, par exemple, du maître-mot *mapinduzi* « révolution » remplacé par son quasi-synonyme *mageuzi* « transformation », plus en rapport avec les changements en cours depuis l'adoption du plan d'ajustement économique imposé en 1986 par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale).

Cet abandon plus ou moins brutal des mots autrefois à la mode témoigne clairement de la volonté de dénoncer l'état actuel des choses, de récuser les engagements (compromissions ?) de naguère, de se libérer du joug imposé par les partis uniques (et iniques ?) : il s'agit de mots exprimant les concepts fondamentaux de l'idéologie au pouvoir (par exemple l'authenticité), ses mythes fondateurs (comme l'unité nationale ou le développement économique) et ses symboles emblématiques (le drapeau, l'hymne national, les modèles vestimentaires, les termes de désignation dans les domaines de l'anthroponymie (6), de la toponymie (7), de l'odonymie (8), etc.). Ce pouvoir de libération se trouve d'abord dans les mots, dans un vocabulaire résolument nouveau destiné à marquer le passage, le changement, l'innovation, le progrès. Démocratie : des mots « crachés neufs ».

### **Des mots tout neufs**

Dans la plupart des pays, les mots-clés qui marquent le passage de l'état ancien devenu indésirable à l'état nouveau hautement désiré sont : *changement, démocratie, libéralisation, multipartisme, transition*. Ces mots existent déjà dans le lexique général de la langue même si, sous le règne du parti unique, ils ne font pas partie du vocabulaire courant.

Mais on trouve aussi des mots peu habituels, voire des productions purement néologiques. Ainsi au Zaïre : *mouvance* (*prési-*

(6) Étude des noms propres de personnes.

(7) Étude des noms de lieux.

(8) Étude des noms de voies publiques : chemins, passages, rues, avenues, boulevards.

dentielle) « le parti du président » et son dérivé *mouvancier* « partisan du président », *perdiem* « indemnités allouées aux participants à la CNS et par la suite aux députés issus de cette même conférence » et ses dérivés (*perdiémiste*, *perdiémisme*, *perdiémiser*, *perdiémisation*). Au Gabon, *tripatouilleur* qualifie le ministre de l'Intérieur qui a organisé les élections à trois tours en 1991, élections considérées comme « trois fois truquées » (9). Au Togo les bandes de jeunes opposants au régime Eyadéma se désignent du terme *pyrocrates* alors que les militaires à la solde du pouvoir sont appelés les *nullards du sergent-chef généralisé*, entendez Nyassingbe Eyadema (10). Au Sénégal les journalistes ont popularisé *dolécratie* « gouvernement par la force ».

Dans les langues africaines des cas de renouvellement lexical ou sémantique sont signalés : en kiswahili *mageuzi* remplace *mapinduzi* avec le sens de « nouveau » ; en wolof *sopi*, qui signifie « changement » prend une tonalité nettement politique ; il devient le slogan du Parti démocratique sénégalais, formation d'opposition conduite par Maître Abdoulaye Wade ; d'où *sopisme* « philosophie du changement », *sopiste* « adepte ou militant du changement » ; d'où encore l'expression « plus optimiste qu'un sopiste, tu meurs ! » notée par Jérôme Gérard (11) ; d'où enfin *Alliance Sopi* « Alliance (de partis pour le) changement » que signale Moussa Daff, ici même.

Autrefois, le pouvoir d'innovation du vocabulaire politique était un privilège réservé à la classe politique qui imposait ainsi sa vision du monde, son idéologie, à l'ensemble de la population qui n'avait d'autre choix que de consentir au discours dominant. Ce qui est nouveau aujourd'hui c'est qu'il s'agit d'un travail créatif émanant directement de la rue ; c'est que la parole, aujourd'hui, est aux sans-voix d'hier.

Mais le renouvellement du vocabulaire ce n'est pas seulement l'abandon de certains mots et leur remplacement par de nouveaux, parfois créés de toutes pièces ; c'est également la réactivation de mots d'autrefois, avec éventuellement des réaménagements sémantiques.

### **Des mots anciens réinventés**

Il s'agit d'un vocabulaire en usage jadis, notamment durant les premières années de l'indépendance et tombé en désuétude voire interdit par le régime en place. C'est ainsi, par exemple, que sont

(9) Voir l'article de J. John-Nambo, « Parodie d'élection présidentielle au Gabon », *Politique africaine*, 53, 1994, pp. 133-139.

(10) C.-M. Toulabor, « La dérision poli-

tique en liberté à Lomé », *Politique africaine*, 43, 1991, pp. 136-141.

(11) « Élection présidentielle du Sénégal (février 1993) : "Sopi" pour la jeunesse urbaine », *Politique africaine*, 50, 1993, pp. 108-115.



revenus dans les discours courants des mots comme *opposition, opposant, multipartisme, liberté d'expression, décentralisation, fédéralisme, nationalisme, démocratie*. Dans un pays comme le Zaïre, ce sont les anciens titres (*ministre, député*, etc.), les anciennes dénominations des organes du pouvoir (*gouvernement, Parlement, ministère*, etc.), les appellatifs *monsieur* ou *madame*, les prénoms chrétiens, voire l'ancien nom du pays, *Congo* qui reviennent en force. Dans le même mouvement, on débaptise, baptise ou rebaptise des lieux, des monuments, des organes de presse, etc. Les mots *dictateur, tyran, grève, manifestation, droits de l'homme*, autrefois tabous, réapparaissent et font l'objet d'un usage banalisé.

Ce vocabulaire ancien réinventé, de retour avec les anciens drapeaux, les anciens hymnes nationaux, des slogans dépoussiérés, est destiné, dans à peu près tous les pays, à réhabiliter et à réactualiser des pratiques ou des modes d'expressions considérés comme injustement écartés du champ lexical et sémantique du politique au nom d'une authenticité pas toujours bien comprise. Si l'on s'attache tant aux mots c'est qu'on croit en leur magie, en leur quasi « force vitale », en leur extraordinaire pouvoir de mobilisation ; c'est qu'on met en œuvre des stratégies discursives susceptibles d'assurer l'efficacité de ce pouvoir, ou du moins son efficacité dans la conquête du pouvoir.

## **Démocratie : le pouvoir des mots**

### ***Les mots ont un pouvoir***

Dans le langage courant on dit souvent que les mots valent moins que les actes. C'est ce que traduisent les expressions populaires du type « ce ne sont que des mots ! » (12). Mais des mots vides, sans contenu, sans valeur, sans capacité de déclencher des actions, ça n'existe pas (13).

Les mots ont donc un pouvoir et d'abord celui de dire, de vouloir dire, de signifier. Les mots disent toujours les choses ou les concepts qu'ils désignent par convention sociale, ce qui constitue leur contenu sémantique fondamental. Mais, bien souvent, ils veulent dire ce qu'on veut bien leur faire dire, ce qui constitue leur valeur contextuelle ou situationnelle. Les mots n'ont pas de signification, comme chacun sait, ils n'ont que des sens que leur octroie celui qui les emploie en fonction de son appartenance sociale

(12) Sur cette question lire A. Berrendonner, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Éditions de Minuit, 1981, en particulier le chapitre intitulé « Quand dire c'est ne rien faire ».

(13) Voir J.-L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 ; également O. Ducrot, *Dire et ne pas dire*, Paris, Hermann, 1972.

ou politique, donc en fonction des intérêts de groupes et des enjeux de pouvoir. En cela, les mots sont objets de multiples manipulations, de divers « réglages de sens ». Le mot démocratie, utilisé à tout bout de champ, mêlé à toutes les sauces politiques, accolé à toutes les dénominations de partis politiques d'opposition ou de gouvernement, ne veut pas dire la même chose pour tout le monde : les mots ont un pouvoir idéologique qui leur permet de porter la vérité autant que la contre-vérité, d'exprimer une pensée et son contraire.

Les mots ont un autre pouvoir : celui de dire des choses qui engagent l'action, notamment l'action politique. C'est leur pouvoir de mobilisation qui peut déplacer des foules, pour le meilleur comme pour le pire. Le drame c'est que ce pouvoir des mots peut être fondé sur le vide idéologique et être pure verbosité : le fait de se dire « démocratique » n'empêche ni la plupart des partis au pouvoir d'exercer une politique autoritaire, clientéliste et vigoureusement répressive ni la plupart des partis d'opposition d'être foncièrement réfractaires à l'idéal démocratique : les mots sont souvent trompeurs. Si on peut parler pour ne rien dire, on peut dire pour ne rien faire, ce qui est le propre de la démagogie.

### ***Les mots sont un pouvoir***

C'est le pouvoir d'approuver et de louer, mais aussi le pouvoir de stigmatiser, de contester, d'accuser, d'exorciser (la peur), de libérer au moins symboliquement. En cela les mots sont, comme dit Maurice Tournier (14), des « signes-pouvoirs ». L'action politique peut être définie comme une lutte pour l'appropriation de signes-pouvoirs. Il s'agit de prendre la parole, d'imposer son consensus de significations et de valeurs, d'imposer ses symboles et ses rites discursifs, de faire comme si les mots possédaient un contenu stable, une signification unique.

Dans la lutte politique où les protagonistes (d'un côté les opposants dont la prétention est de représenter le peuple dans son ensemble, de l'autre les représentants du régime en place souvent, de fait, abhorré) sont face à face, l'enjeu est, pour les uns, la conquête du pouvoir, et pour les autres sa conservation. La stratégie aussi bien pragmatique que discursive consiste autant à distiller des messages politiques performatifs (à travers les slogans et les programmes politiques) qu'à déstabiliser l'adversaire en le disqualifiant. Les procédés dont le but est résolument d'atteindre l'adversaire vont de l'insulte la plus plate aux formes les plus raffinées de la dérision, de l'ironie, de l'humour, en passant par mille autres « ruses ».

(14) M. Tournier, « Analyse de discours, lexicométrie, communication et politique », *Langages*, 117, 1995.

Si la dérision en politique a déjà fait l'objet de plusieurs analyses pertinentes (15), l'insulte ne semble pas avoir été beaucoup fréquentée ni par les lexicologues ni par les sociolinguistes ni même par les politologues (16). Et pourtant, dans les situations d'antagonisme politique, l'insulte est l'une des armes les plus ordinaires et les plus redoutables. La lecture de la presse libre, créée récemment partout en Afrique, durant cette période de démocratisation, en fournit bien des exemples particulièrement croustillants, faisant appel à tous les noms d'oiseaux, d'insectes et d'autres bestiaux, transgressant tous les tabous de la convenance et de la morale sociales, puisant dans tous les thèmes de la vie privée, à tous les registres de la sexualité ou de la bestialité et à toutes les sources de la confidentialité, s'inspirant enfin de toutes les ressources de la péjoration. L'étude de la structure linguistique ou énonciative des insultes politiques, de leurs fonctions sociolinguistiques ainsi que de leurs aspects pragmatiques devrait nous apporter de précieux enseignements sur les conditions et les raisons de leur efficacité en politique.

Or, pendant la période de la démocratisation, les paroles « insultantes » semblent particulièrement débridées. Au Togo, Nyassingbe Eyadema, naguère appelé *Timonier National*, devient, sous la plume des journalistes, notamment ceux de l'hebdomadaire satirique *La Parole*, *Eyadémon* (Eyadema + démon) ou *Eyadémosidaïque* (Eyadema + démon + sida), le *Taureau national*, le *Surépoux galonné*, le *Grand Singe* (*King Kong*), le *Christ Noir de Piya* (17) dont le règne est qualifié de « médiocratie » ; en langue locale, l'ewe, on trouve, pour renvoyer au même référent, toujours dans *La Parole*, le syntème *Miasrowosro* « le mari de nos épouses » (18). Les députés sont appelés dans la presse satirique privée *dépipés*, *dépités*, voire *députains* (article de C.-M. Toulabor). Membres de l'Assemblée nationale (AN en sigle), ce sont évidemment des ânes, de *gros faînéants* qui *ne pensent qu'à leur ventre*, qui entretiennent des *partis alimentaires*. Au Zaïre celui qu'autrefois on vénérât comme le *Guide Suprême*, le *Guide Éclairé* et le *Grand Timonier* (Mobutu) devient le *Grand Satan*, le *Mal/Mâle Zaïrois*, le *Malin*, le *Gardien des Cimetières*, le *Maréchal Kif-Kif*, l'*Aigle aquatique* ou le *Léopard fores-*

(15) Voir notamment C.-M. Toulabor, « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, 3, 1981, pp. 55-71 ; *id.*, « La dérision politique en liberté à Lomé », *Politique africaine*, 43, 1991, pp. 136-141. Sur la dérision au Zaïre, voir J.-P. Diamani, « L'humour politique au Phare du Zaïre », *Politique africaine*, 58, 1995, pp. 151-157.

(16) Lire néanmoins A. Halimi, *Du bon usage de l'insulte en période électorale*, Paris, Saint-Germain-des-Prés, 1973 ; E. Lagueche et J. Laplanche, *L'effet injure. De la pragma-*

*tique à la psychanalyse*, Paris, PUF, 1983 ; N. Ruwet, *Grammaire des insultes et autres études*, Paris, Seuil, 1982 ; E. Bonvini, « L'injure dans les langues africaines », *Faits de langue*, 6, 1980 ; F. Pliskin, « MC Solaar et les douze salopards », *Le Nouvel Observateur*, 1582, mars 1995.

(17) Par allusion au célèbre roman de Mongo Beti, *Le Pauvre Christ de Bomba*.

(18) C.-M. Toulabor, « La dérision politique en liberté à Lomé », *Politique africaine*, 43, 1991, pp. 136-141.

tier (19) ; les familiers l'appellent *Mon voisin* (en raison de ses fréquents changements d'adresse) ; son postnom *Kuku Ngbendu Wa Za Banga* est traduit « le coq qui ne peut voir passer une poule » (20). Son système politique est qualifié de *voyoucratie*... Au Sénégal, on parle de *dolécratie* pour référer à un gouvernement considéré comme dictatorial (Daff' ici même) tandis que la lexie *État-PS* désigne le régime socialiste du président Abdou Diouf (21). Quant aux détenteurs du pouvoir en place, ils n'ont qu'un mot pour qualifier toute cette gesticulation langagière : désordre, anarchie ; ils n'hésitent pas à parler de *coup d'État civil* pour qualifier la « Conférence nationale souveraine » qu'ils rejettent comme la pire façon, pour eux, de se saborder. En revanche, comme explique Jérôme Lafargue, ils multiplient les tentatives d'apprivoisement et de récupération de la parole publique pour déjouer les pièges langagiers de la contestation, par un renouvellement de leur propre discours, ne dédaignant d'ailleurs pas de recourir eux-mêmes aux insultes à l'endroit de leurs adversaires.

Ce sont ces attitudes « insultantes », mêlées à l'humour le plus dévastateur, qui ont inspiré des textes comme ceux qui suivent, dont on peut, sans malice, admirer la profondeur imaginative et la verve « poétique ». Au Zaïre, déjà aux beaux temps de l'authenticité, quand les paroles de l'hymne nationale (la *Zaïroise*) étaient :

*Zaïrois, dans la paix retrouvée,  
Peuple uni, nous sommes Zaïrois.  
En avant, fiers et pleins de dignité,  
Peuple grand, Peuple libre à jamais...*

la contestation, au milieu de la foule en délire, chantait à tue-tête :

*Zaïrois, dans la **faim** retrouvés.  
**C'est fini**, nous sommes **aux abois**.  
En avant, fiers et pleins d'**indignité**,  
Peuple grand, Peuple **ivre** à jamais...*

Plus récemment, au Congo, sur l'autre rive du même fleuve Congo/Zaïre, pendant le déroulement de la Conférence nationale souveraine, présidée par un prélat, monseigneur Kombo, les paroles de la prière *Notre Père qui es aux cieux*... deviennent (22) :

(19) Par allusion à la région dont il est originaire, l'Équateur, située en zone très aquatique du fleuve Zaïre et dans la forêt équatoriale, peu hospitalière.

(20) J.-P. Diamani, *art. cit.*, pp. 152-153.

(21) J. Gérard, *art. cit.*, p. 108.

(22) Rapporté par J.-L. Pandou, *Trajectoire de l'État, mécanismes et légitimation du pouvoir au Congo*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV, IEP, 1995, p. 393.

Notre **Voleur** qui es à **Oyo**  
 Que ton nom soit **bani**  
 Que ton règne cesse  
 Que ta volonté ne s'appesantisse plus sur le paisible peuple congolais  
**Remets-nous aujourd'hui nos sous que tu as subtilisés**  
**Pour que nous puissions payer notre pain quotidien**  
**Accepte ta démission comme l'a fait ton prédécesseur**  
 Et ne nous soumetts pas à ta **dictature**,  
 Mais délivre-nous de la **crise**  
**Dans laquelle tu as plongé le Congo depuis dix ans**  
 Car c'est à toi qu'appartiennent l'**incompétence**, le **vol** et l'**assassinat**  
 Qu'il en soit ainsi.

On retrouve la même imagination débordante et la même verve sarcastique dans la chanson populaire qu'étudie L.-M. Essono Onguene, la même puissance métaphorique dans la parole religieuse de caractère politique ou le langage de détournement qu'analyse Jérôme Lafargue. Utilisé par l'opposition, ce procédé de détournement constitue l'une des formes les plus subtiles de la ruse en politique.

### **Le bricolage démocratique**

Un trait commun à l'ensemble des attitudes politiques africaines durant le processus de démocratisation, c'est le refus du chaos et de la rupture brutale avec le passé, la volonté de changer les choses en profondeur tout en aménageant une transition indolore vers la démocratie et en privilégiant le dialogue, y compris avec l'ancien pouvoir : ici, las des luttes armées et des collisions frontales avec le pouvoir qui ont rarement été couronnées de succès, on croit, plus ferme qu'ailleurs, aux vertus de la palabre, à l'efficacité du verbe, au pouvoir des mots. La différence est, à cet égard, frappante entre cette volonté d'évolution lente et sécurisante fondée sur ce que Sindjoun (23) appelle la « dialectique de l'ordre conservateur et du désordre inventif » et, par exemple, la démarche ouvertement révolutionnaire adoptée par les pays de l'Europe orientale en 1989-1990. Ici la rupture avec les systèmes antérieurs s'est voulue nette et radicale, au niveau des discours comme à celui des orientations politiques, le mot d'ordre étant : « On ne négocie pas avec un dictateur. » En multipliant (à l'excès ?) les tentatives de (ré)conciliation, en cultivant la palabre comme forme de réduction des conflits par le langage et en acceptant de perdre du temps, l'Afrique a pris indéniablement, face à des pouvoirs forts et fortement « rôdés », le risque de ne pas réussir. Ainsi les « conférences natio-

(23) L. Sindjoun, *art. cit.*, p. 57.

nales souveraines » apparaissent-elles comme une énorme mise en scène verbale de la démocratie, comme des lieux publics de défoulement collectif, comme des moments ritualisés de délégitimation/relégitimation du pouvoir en place, par une sorte de « bricolage démocratique » acceptée par tous, les accusateurs d'aujourd'hui étant en général les acteurs d'hier décidés à revenir demain sur le devant de la scène. L'une des ruses les plus efficaces des pouvoirs en place a consisté tout simplement à gommer les signes extérieurs de l'autoritarisme par le renouvellement du discours. Dans ce sens, même les constitutions « post-conférencielles », rédigées avec la bénédiction des « maîtres des lieux », n'offrent guère plus de garantie de démocratie qu'auparavant : elles portent en elles les germes de leur propre transgression.

Démocratisation ou libéralisation de l'espace politique ? Dans la plupart des cas, c'est une simple libéralisation qui ne conduit nullement à l'instauration d'un État de droit mais qui apparaît comme une nouvelle entreprise de légitimation du pouvoir d'État et de ceux qui le détiennent en même temps qu'une forme d'intégration, donc de démystification, de décrédibilisation et d'intimidation, voire de corruption et de fragilisation, d'une opposition qui a cessé d'être hors d'atteinte, puisque désormais elle n'est plus située à l'extérieur. La multiplication extrême de petits partis, véritables « particules » aux intérêts divergents et aux ambitions démesurées, exacerbent de fait les particularismes régionaux, ethniques et linguistiques.

### **Démocratie : des mots, des mots... ?**

---

L'effervescence créée ces dernières années autour de la démocratie a libéré une extraordinaire énergie intellectuelle, modifié les comportements des gens et dynamisé l'activité langagière : les populations ont pu ainsi exprimer ouvertement et sans détours leurs critiques vis-à-vis des politiques du passé et leurs revendications pour le futur. L'analyse du vocabulaire et des discours produits durant cette période, dans toutes les langues disponibles, révèle l'ampleur des ressentiments contre les pouvoirs en place et le foisonnement des idées pour construire des entités plus conformes à l'idée qu'on se fait d'un État de droit.

Sommes-nous, pour autant, en présence d'un vrai processus de démocratisation ? Rien n'est moins sûr. D'abord parce que les pouvoirs africains les plus autoritaires sont toujours là et continuent de bénéficier, quoi qu'il paraisse, des soutiens les plus importants des puissances occidentales : ils ne sont pas prêts à jouer le jeu

de la démocratie. Ensuite, comme le fait remarquer Jean-François Bayart (24), parce que les forces d'opposition, quoi qu'elles disent, « ne brillent pas par leur adhésion à l'idéal démocratique ». Néanmoins un élan démocratique a été pris dont on peut penser qu'il ne s'arrêtera pas de sitôt. Les populations ont pris conscience de leur force et du fait que, si elles le veulent, elles peuvent changer le cours des événements. Pour l'instant, la liberté d'expression retrouvée demeure, avec le multipartisme, l'une des principales conquêtes, encore fragiles, sur la « pensée unique » et le « discours consensuel » imposés par les régimes monopartistes. Il s'agit de transformer cette conquête en acquis de la revendication démocratique. Cependant ni la liberté d'expression ni le multipartisme ne constituent seuls la démocratie. C'est une condition nécessaire certes mais assurément pas suffisante pour atteindre les objectifs de la vraie démocratie.

C'est d'ailleurs bien pourquoi, après le temps de l'euphorie est vite venu le temps du désenchantement (25) et celui de la nostalgie. Des mots ? Non : du monopartisme. Car les mots et les gestes de la démocratie semblent « fatigués ».

Nul ne sait de quoi sera fait l'avenir. Si le pire est à craindre (basculement dans le chaos, retour à l'autoritarisme intransigeant, guerres civiles, bâillonnage de l'expression libre), le meilleur est à espérer (perfectionnement de l'outil démocratique par une meilleure gestion du multipartisme et de la libre expression, une meilleure pratique de la compétition électorale et de la répartition des pouvoirs). Cette espérance elle-même sera portée et entretenue par le seul pouvoir que le peuple peut spontanément s'octroyer : le pouvoir des mots.

**Mwatha Musanji Ngalasso**  
*Université Michel-de-Montaigne, Bordeaux-III*

Le thème de ce numéro est dirigé par Mwatha Musanji Ngalasso.

(24) « La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après ? », *Politique africaine*, 43, 1991, pp. 5-20.

(25) Cf. le titre du journal satirique de Lomé *Kpakpa désenchanté*.